

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry):** Monsieur le Président, c'est un de ces après-midi où plusieurs députés éminents ont fait un exposé, et je tiens à continuer sur cette lancée en faisant un peu d'histoire. Certains des députés qui ont tendance à être intellectuels se souviennent sans doute qu'il y avait aux États-Unis au XIX<sup>e</sup> siècle un parti politique s'appelant le Know Nothing Party. Ce parti se caractérisait surtout par la réponse suivante qu'il donnait à toutes les questions: «Nous ne voulons rien savoir à ce sujet». Le Canada a imité une fois de plus dans toute sa gloire le modèle américain avec son Know Nothing Party, autrement dit avec le gouvernement du Canada.

● (1700)

Il nous arrive de temps en temps d'entendre les réflexions des membres du parti au pouvoir. Lorsqu'on leur demande des renseignements, la réponse habituelle est qu'il est préférable que les Canadiens ignorent ce qui leur arrive, qu'il ne sert à rien d'avoir des informations, de comprendre ce qui se passe ni d'essayer de savoir quelle est l'incidence de l'investissement étranger. Les membres de ce parti veillent soigneusement à ce que les gens l'ignorent. Ils nous disent de leur faire confiance et de les croire. C'est bien beau à l'église, mais nous sommes au Parlement. Au Parlement, on s'attend à une analyse raisonnée et rationnelle de la politique publique; pour cela, il faut des informations utiles et surtout des informations qui rendront en fin de compte les membres de l'exécutif responsables de leurs actes.

Dans le projet de loi sur Investissement Canada, le gouvernement investit surtout le ministre compétent des pouvoirs les plus étendus qui aient jamais été conférés à un ministre par une loi adoptée par le Parlement. Il ne doit rendre des comptes sur rien à personne. Il sera chargé de prendre des décisions sur des investissements représentant des milliards de dollars et personne ne saura pourquoi, comment, ni quel sera le résultat exact de l'initiative. On se demande si les députés conservateurs se rendent compte des pouvoirs qu'ils donnent à leur ministre de l'Expansion industrielle régionale. Si j'étais un député du Québec cela m'inquiéterait un peu. Nous avons vu dans quelle mesure le ministre s'est soulié du Québec à propos de l'affaire Domtar alors qu'il disposait de pouvoirs arbitraires. Les députés québécois devraient également s'inquiéter de le voir assumer l'entière responsabilité de toutes les décisions sans avoir de comptes à rendre à qui que ce soit. Pourtant, ils ne cessent d'affirmer qu'ils ne veulent rien savoir. Si vous êtes membres d'un parti ignorant cela peut sembler logique, en effet. Sans doute s'imaginent-ils que personne ne remarquera ce que fait le ministre. Malheureusement ce n'est pas si facile.

Nous avons souvent eu l'occasion de constater que les décisions des investisseurs étrangers pouvaient avoir des conséquences désastreuses sur les villes, les travailleurs et les industries. Le cas de General Electric a été soulevé à la Chambre cette semaine. La société mère des États-Unis, afin d'améliorer ses dividendes, a imposé à sa filiale canadienne des exigences la réduisant à sa plus simple expression. Cette dernière a déclaré que si la filiale ne s'exécutait pas, elle la fermerait ou la vendrait.

A cause de la Loi sur Investissement Canada il sera de plus en plus difficile d'obtenir des renseignements au sujet de ce genre de décisions. Les amendements que nous avons proposés et qui ont été rejetés visaient à obliger le ministre à rendre des

comptes. Nous accordons au ministre des pouvoirs considérables, et en lui permettant d'entourer ses décisions de mystère afin que les Canadiens ne sachent pas quelles en seront les conséquences.

Je voudrais citer également un autre bon exemple, monsieur le Président. Au comité, on nous a répété maintes fois que la performance des sociétés étrangères et des sociétés canadiennes n'était pas du tout comparable. Il ne s'agissait pas de propagande socialiste ou libérale. C'est ce que nous ont dit le Conference Board, le Conseil des sciences et des organismes de recherche réputés selon lesquels les investisseurs étrangers importent beaucoup plus de pièces de leurs maisons-mères, ce qui se répercute sur notre balance des paiements. Il est vrai également que les filiales de sociétés étrangères ne sont pas autorisées à exporter ou à concurrencer leurs maisons-mères. Il est également vrai que ces filiales ne font pas autant de recherche et de développement.

Si ces suppositions et ces affirmations ont le moindre fondement, le gouvernement qui est chargé de gérer l'économie du pays devrait être disposé à faire des analyses et à s'informer et à fournir les renseignements voulus pour permettre d'établir les conséquences des investissements étrangers. Il devrait être également prêt à partager ces renseignements avec le Parlement afin que tous les législateurs soient au courant au cas où il serait nécessaire de légiférer ou de réagir.

Si le gouvernement prétend que la meilleure façon de régler nos problèmes économiques c'est d'ouvrir toute grande la porte aux investisseurs étrangers, il serait logique que le Parlement puisse vérifier si cette hypothèse est juste. Au moins, le gouvernement devrait être disposé à démontrer la justesse de son hypothèse. S'il est tellement convaincu que la solution consiste à ouvrir la porte aux investisseurs étrangers, alors pourquoi a-t-il peur de partager ces renseignements avec le Parlement et de venir nous rendre des comptes d'ici un an ou deux?

**M. Frith:** Parce qu'il ne sait rien.

**M. Axworthy:** Parce qu'il ne sait rien et sans doute aussi parce qu'il n'a pas le courage de ses convictions. Le gouvernement est pleutre. Autrement, il donnerait son accord aux amendements proposés par les libéraux et les néo-démocrates afin que nous puissions, en toute connaissance de cause, vérifier s'il avait raison ou non de faire aveuglément confiance aux investisseurs étrangers pour lui apporter une solution miracle. Il n'a pas vraiment foi dans ses convictions. Il n'est pas disposé à s'informer ou à permettre à Investissement Canada de publier ces renseignements pour la gouverne des députés et du public.

Tout ce que je peux en conclure, c'est qu'ils savent quelque chose que nous savons tous, même s'ils ne sont pas disposés à l'admettre: que l'investissement étranger n'est pas la solution à nos problèmes économiques. Il faut trouver la solution au Canada, par l'investissement et la croissance intérieurs. Il est embarrassant pour tous les Canadiens d'entendre le gouvernement dire qu'il doit compter sur les étrangers pour résoudre nos problèmes économiques. C'est grossier de la part du premier ministre (M. Mulroney) et du ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens) de prêcher que quelqu'un d'autre doit nous apporter les solutions à nos problèmes économiques.